

# Nouvelle-Calédonie: dimanche, elle devrait demeurer française



Dimanche aura lieu le 3<sup>e</sup> référendum sur l'indépendance ou pas de la Nouvelle-Calédonie.

Là-bas, le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, arrive ce vendredi. Il sera donc présent dimanche 12 décembre, jour du référendum qui doit théoriquement clore un cycle de plus de vingt ans.

Le Haut-Commissaire a annoncé qu'il avait bleui le territoire. 1400 gendarmes, 1100 gardes mobiles, 130 véhicules et 30 VBRG sont déployés sous le commandement de Christophe Marietti, un général de division. 1750 militaires des forces armées sont également en alerte. Deux hélicoptères Puma et un avion Casa supplémentaires sont arrivés sur la base aérienne de La Tontouta.

Théoriquement, des contrôles ont été établis sur toutes les grandes routes du Grand Nouméa et de brousse.

Dès lundi matin, des discussions sur la suite devraient avoir lieu... sauf que les partis indépendantistes refusent d'y participer, vociférant que ce 3<sup>e</sup> référendum est une déclaration de guerre. Après l'avoir demandé, ils voulaient le reporter après l'élection présidentielle. Leur argument : le deuil kanak après les décès Covid. Il dure un an. Mais toutes les ethnies ont été touchées. Le gouvernement a refusé le report. Les Kanak, habitués à ce que Paris cède dès qu'ils élèvent la voix, sont surpris comme des lapereaux dans les phares d'une voiture.

*« Face à l'entêtement de l'État de maintenir coûte que coûte la date de la consultation au 12 décembre 2021, le FLNKS et les nationalistes s'opposent à toutes discussions et à de quelconques rencontres avec le ministre des Outre-mer avant les élections présidentielles »* ont-il clamé par communiqué.

Ils iront chouiner à l'ONU, promettent-ils.

Ils ont fait venir des observateurs du Forum des Iles du Pacifique. Un ramassis de pro indépendances (Fidji, Samoa). Tous n'ont qu'un désir: que la Nouvelle-Calédonie soit ramenée leur stade de misère et de soumission à Pékin.

Le boycott des indépendantistes n'est que la énième preuve que leur idée de la démocratie se limite à leurs propres intérêts. Le bien-être de la population n'est pas leur préoccupation.

Pour le jour d'après, Pierre Frogier – le sénateur soit disant loyaliste du Rassemblement (=LR) – appelle à des discussions dont serait exclu l'État français, comme si le vote pour le maintien dans la France n'était pas un vote pour le maintien des compétences et des responsabilités de l'État en Nouvelle-Calédonie, comme si les politiciens locaux (Loyalistes et surtout Kanakystes) n'avaient pas ruiné et ensanglanté

l'archipel depuis plus de trente ans, comme s'il ne fallait toujours pas libérer les 45 000 Calédoniens n'ayant pas le droit de vote depuis les accords iniques qui ont conduit à ces trois référendums.

Quant à Philippe Gomès, autre leader prétendument loyaliste, il décrit une suite des événements peu réjouissante avec notamment le prolongement de l'Accord de 1998 prévu pour vingt ans jusqu'en 2024, un système emberlificoté d'échanges, de consensus avec au bout un... 4<sup>e</sup> référendum.

Ainsi les Calédoniens vainqueurs de trois référendums se verraient encore infliger une nouvelle saison Kanaky. Un feuilleton plus interminable que *Plus belle la vie*. Ou la meilleure façon de voler la victoire aux Calédoniens.

La constante guérilla fratricide des partis s'affichant loyalistes ne semble pas prête de cesser. Comme la propagande médiatique de *Nouvelle-Calédonie la 1ère*, le bourrage de crâne scolaire et culturel. Comme le gel du corps électoral, comme l'inscription automatique des sujets coutumiers, tandis que celle des loyalistes est soumise à des boulets administratifs, comme l'insécurité et la ruine économique organisées pour faire fuir une partie de la population.

Pour l'instant, la Calédonie n'a pas à se plaindre de la politique de Macron et Lecomte: usine du sud, fin de l'accord scélérat de 1998, refus de reporter le 3<sup>e</sup> référendum.

Les États-Unis et l'Australie ne sont sans doute pas pour rien dans cette politique bien différente de celle que nous connaissons depuis la fin des années 1981, aussi bien sous Mitterrand que sous Chirac, aussi bien sous Sarkozy que sous Hollande.

Mais lundi matin, avec une victoire probable du NON à l'indépendance, le gouvernement aura-t-il la force de continuer à soutenir la Nouvelle-Calédonie française ?

Avec Monsieur “En même temps”, méfiance, méfiance, méfiance.

**Marcus Graven**